

temps est également venu de réformer le cabinet et les lois de la façon indiquée en cette enceinte.

A mon sens, on a trop sollicité le public pour des caisses de toutes sortes. Tous les jours, l'homme d'affaire moyen reçoit une demi-douzaine de lettres de divers organismes qui lui demandent de verser une contribution à une fin ou une autre; or, étant donné les lourds impôts fédéraux, provinciaux et municipaux qui l'accablent déjà, la population n'est pas en mesure d'assumer ce nouveau fardeau. Je sais que les membres de la Chambre des communes reçoivent de ces lettres car, j'en ai vu dépouiller leur courrier et, chaque matin, il contenait une demi-douzaine de lettres de provenances diverses, demandant des secours, de l'argent ou de l'assistance pour une raison ou une autre.

Vu le niveau élevé des impôts, il y aurait lieu de confier toutes ces demandes à un organisme central du Gouvernement. Un service administratif, établi sous l'empire de la loi des secours de guerre, existait autrefois et il était chargé de réglementer tous ces appels à la charité publique. Un organisme du genre s'impose, car les demandes adressées au public sont beaucoup trop nombreuses.

D'autres demandes nous sont adressées par la radio, mais on ne dit pas au peuple toute la vérité sur les affaires publiques. Il y a aussi les enquêtes Gallup. Sauf erreur il y a déjà eu un cheval de course portant ce nom. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, ne pouvons nous faire entendre du public, bien que nous ayons recueilli de nombreux suffrages aux dernières élections. Je propose que le Gouvernement se charge de diriger tous ces services. Pour ce qui est des enquêtes Gallup, puis-je demander qui en est le directeur? Quelque membre de la Chambre est-il appelé à se prononcer? Je doute fort qu'on ait demandé l'avis du leader de la Chambre. J'ignore s'il parie sur les chevaux de course. J'ai déjà placé un pari sur un cheval nommé Gallup et c'était la pire haridelle qu'on ait vue. C'était comme l'enquête Gallup qui trouve tant à dire du Gouvernement, de nos amis qui siègent à ma gauche et de certains autres.

La population canadienne désire en ce moment être libérée de l'intolérable système de régies que nous avons au Canada. Nous sommes surgouvernés et surtaxés, et notre politique de transition du pied de guerre au pied de paix marche au ralenti. La population s'attendait à beaucoup plus de progrès dans le domaine de la reconversion, et Dieu sait si elle y a droit. Le peuple canadien est patient, mais il y a une limite à tout et il est aujourd'hui à bout de patience. Je ne veux pas par là critiquer le Gouvernement, car aujourd'hui on blâme tous les gouvernements.

[M. Church.]

Chose certaine, nous avons commis des erreurs dans l'exécution de notre politique de reconversion et le peuple n'a plus confiance en aucun gouvernement. On exige de lui trop d'impôts.

On cache la vérité à la population. Il n'est pas dans son intérêt d'être ménagée à ce point. Elle est prête à tous les sacrifices pourvu qu'on lui démontre qu'il y va de l'intérêt public. Elle ne reculera pas devant la réalité, mais elle veut qu'on lui montre les choses sous leur vrai jour. Elle refuse le traitement qu'on lui a réservé jusqu'ici: elle veut connaître la vérité, rien que la vérité, et savoir ce qui se passe, ici et par tout le pays, car c'est elle qui acquitte les impôts. Elle veut être renseignée sur la façon dont la chose publique est administrée. Elle n'a que faire de la propagande et exige des renseignements authentiques.

En somme, qui paye les frais de la grande guerre et de la période de rétablissement? Ce sont nos commettants. Quelques-uns y ont déjà sacrifié leur vie et d'investissables trésors. C'est le simple contribuable qui acquitte ces notes, et il veut qu'on lui montre plus de déférence.

J'ai quelques vérités à dire au sujet de la chose publique. J'ai toujours prétendu que si vous faites confiance et dites la vérité aux gens, ils mettront leur confiance en vous. N'ayez jamais peur d'avouer au public que vous avez commis une faute, car nos commettants ne prennent pas leurs chefs pour des divinités. Je livre ces réflexions à la méditation des jeunes députés qui s'acquittent si bien de leur mandat.

Comme je le disais récemment à l'auditoire d'une maison d'enseignement secondaire, quelques-uns de ses diplômés se lanceront tôt ou tard dans les sentiers épineux de la vie publique; je leur ai conseillé de prêter beaucoup d'attention à ce que diraient leurs commettants et de ne jamais se laisser détourner de la voie qu'ils jugeraient droite. En somme, le plus grand crime de l'histoire a été le fait de quelqu'un qui se pensait dans le droit chemin et que la population appuyait; je veux parler de Ponce Pilate. Ce n'est pas l'intelligence qui fait défaut en cette enceinte et dans nos divisions électorales, qui manque aux têtes dirigeantes dans tous les pays, mais bien l'indépendance de caractère. Comme l'a dit Edmund Burke dans son exposé des devoirs et fonctions d'un membre du parlement à ses commettants, à l'époque reculée de la révolution américaine: Etre un bon membre du parlement n'est pas tâche facile. Il ajoutait qu'en principe général, un membre du